

Déclaration faite à titre personnel par le commissaire Fischler à propos de la formation du gouvernement autrichien (4 février 2000)

Légende: Le 4 février 2000, réagissant à la participation du Parti libéral autrichien (FPÖ) au gouvernement, le commissaire Franz Fischler condamne les mesures diplomatiques décidées à l'encontre de son pays par ses quatorze partenaires et lance un appel à juger la nouvelle coalition gouvernementale sur ses actes.

Source: RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [s.l.]: Commission européenne, [15.12.2009]. IP/00/112. Disponible sur <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/00/112&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_faite_a_titre_personnel_par_le_commissaire_fischler_a_propos_de_la_formation_du_gouvernement_autrichien_4_fevrier_2000-fr-a71a8afa-c3ba-4d09-915f-834f46f4e1a3.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Déclaration faite à titre personnel par le commissaire Fischler à propos de la formation du gouvernement autrichien (4 février 2000)

La participation du Parti libéral autrichien (FPÖ) au gouvernement de mon pays, j'en ai pleinement conscience en tant qu'europeéen convaincu et citoyen autrichien, alourdit le poids de mes responsabilités. Je partage les inquiétudes que la Commission a exprimées dans sa déclaration. C'est le devoir et la volonté expresse de la Commission, mais aussi son rôle en tant que gardienne des traités, que d'exercer une vigilance sans faille et de réprimer la moindre infraction au droit communautaire. Il n'empêche que la Commission n'a pas à isoler un État membre. C'est le contraire qu'il faut faire; notre devoir est d'aider le pays en cause à ne pas s'éloigner de l'Europe. Voilà pourquoi la Commission maintiendra ses relations de travail avec l'Autriche, car c'est là une nécessité.

Ma responsabilité était et demeure notamment de faire percevoir à mes compatriotes les préoccupations internationales, d'expliquer que l'Union européenne n'attaque ni l'Autriche en tant que pays, ni les Autrichiens. Elle a bien spécifié que le respect des valeurs fondamentales de l'Union comme la tolérance, la solidarité ou les droits de l'homme doit aller de soi pour chaque État membre. Aucun Autrichien qui aime son pays ne me contredira sur ce point.

J'ai aussi, à mes propres yeux, la responsabilité de contribuer à la défense de la considération méritée que l'Autriche s'est acquise à l'étranger. Il est en effet évident que l'Autriche n'est pas un bastion fasciste de l'intolérance, mais une démocratie qui fonctionne. Les Autrichiens, peuple souverain d'un État indépendant, ont naturellement le droit de décider démocratiquement de leurs affaires. C'est d'ailleurs ce qui vient de se passer, que cela plaise ou non. Ce que nous ne pourrions pas accepter, ce serait une politique qui mettrait en cause les valeurs intangibles de l'UE.

Au mois de décembre, j'ai personnellement tenu en présence du chef du FPÖ des propos très clairs en déclarant qu'il n'y a pas de place, dans notre Europe, pour le nationalisme, la xénophobie ou l'intolérance. Telle est la position à laquelle je me tiens et je ne suis pas disposé à changer d'un iota le texte du discours que je viens de rappeler. Au reste c'est dans cet esprit qu'il convient d'apprécier mon appartenance au Parti populaire autrichien, dont les valeurs sont identiques à celles de tous les autres partis démocrates-chrétiens européens. Pour moi il est évident que je mettrais en question mon adhésion à la ÖVP, si ces principes n'étaient pas maintenus. J'ai lu avec une extrême attention le préambule du programme de gouvernement de la nouvelle coalition et je n'y ai trouvé aucun passage de nature à remettre en cause les hautes aspirations qui sont les nôtres dans le domaine des valeurs.

Ce programme de gouvernement refuse les surenchères, tout comme il refuse la xénophobie et l'intolérance. Il accepte clairement l'élargissement vers l'Est, de même que l'intégration européenne en général et la coresponsabilité des Autrichiens dans le chapitre le plus sombre de notre histoire, l'Holocauste. Il y a incontestablement là un progrès important, dont je me félicite et où je vois des gages propres à apaiser la communauté internationale. Je veux espérer que le FPÖ a donné en l'occurrence un signal fort, attestant qu'il a rompu avec son passé. On ne saurait toutefois se contenter de mots et c'est désormais à ses actes que le gouvernement autrichien, plus que nul autre, devra être jugé.